

CIBLE

Graisse

Bien entendu, Alain Juppé est abject lorsqu'il clame à l'Assemblée nationale son aversion pour la « mauvaise graisse » que ferait la fonction publique. Alors que des journalistes courtisans nous affirment que le Premier ministre a beaucoup changé depuis un an, c'est toujours le même mépris des êtres, exprimé par un technocrate qui se croit d'une essence supérieure.

Mais il faut aller plus loin. Alain Juppé n'est que le répétiteur arrogant de l'idéologie libérale qui considère le travail sous l'angle du coût (en faisant mine d'oublier ce que rapporte la main d'œuvre surexploitée), qui traite les travailleurs du public et du privé comme de la graisse (à éliminer), du mobilier (à vendre), du déchet (à recycler ou à évacuer), et qui compare le mécontentement social à une « infection ». Seul compte l'argent, et ceux qui en ont.

Face à ce matérialisme radical, les timides protestations de la gauche gestionnaire sont et resteront inopérantes : c'est l'idéologie et l'ensemble des pratiques néo-libérales qu'il faut délibérément rejeter.

SERVICE PUBLIC

Ils veulent tout casser !

Réhabilitation

**Louis XI,
le calomnié**

p. 6/7

Parcours

**Régis
Debray**

p. 9

Les nouveaux bien-pensants

En économie, la Pensée Unique nous est serinée chaque jour. Son expression politique est beaucoup plus floue, mais non moins prégnante.

L'idéologie économique dominante est classiquement constituée d'ouvrages dogmatiques (Hayek), d'interprètes autorisés (Henri Lepage), de propagandistes zélés (Guy Sorman), de praticiens notoires (Monsieur Trichet...) et son dogme nous est jour après jour asséné (franc fort, équilibre budgétaire, pas d'inflation, compression des salaires, privatisations, compétitivité...).

L'idéologie politique dominante est beaucoup plus diffuse. Pas de doctrine, pas de certitudes clairement énoncées : nous sommes dans le domaine du consensus tacite, des idées convenables, des essais à la mode et des haines masquées. Ces opinions forment cependant un ensemble cohérent, qu'on peut décrire sur le mode impressionniste :

Références : Alain Tournier, sociologue de l'élite (et non pas sociologue d'élite), et Alain Minc, expert polyvalent.

Figures emblématiques : un large éventail qui va de Raymond Barre à Jacques Delors et Michel Rocard (les anciens) et de Jean Arthuis à Lionel Jospin et Martine Aubry (la nouvelle vague).

Scribe : Alain Duhamel, journaliste multimédia, spécialiste de l'agitation en eau tiède.

Tous sont en commun une **éthique** : celle de l'inévitable Max Weber qui distingue « l'éthique de la conviction » et « l'éthique de la responsabilité ». Le passage de l'une à l'autre s'appelle réalisme chez Alain Duhamel, imposture et trahison hors du milieu bien-pensant. Tous parlent le même langage guerrier (effort, courage, sacrifice) qui s'adresse évidemment aux autres - aux « gens ». Tous pratiquent le raisonnement binaire qui leur permet d'opposer les inclus et les exclus, la réalité et l'illusion :

Les inclus : eux. A savoir les personnages déjà cités, les

grands éditorialistes (Jacques Julliard, F.-O. Giesbert) ; les gros tirages (Jean Lacouture, etc.) plus de Gaulle (statufié) et Mitterrand (enterré). Plus généralement ceux qui ont une maison de vacances dans le Lubéron.

Les exclus : De Gaulle (vivant), Mitterrand (vivant), Philippe Séguin, Jean-Pierre Chevènement, Robert Hue. Tous ceux qui croient, d'une manière ou d'une autre, à la patrie.

L'illusion : le progrès, l'État (dépassé), la nation (dépassée).

La réalité : les vaches maigres, la Bundesbank, les taux d'intérêt, les patrons allemands, l'Europe fédérale (mais chut !), la monnaie unique, les régions, les marchés, le Marché, la transparence, la communication, la globalisation, les-derniers-tabous-qui-sautent.

En rassemblant les formules-modes, les mots-balises et les slogans, on obtient un prêt-

à-penser libéral-libertaire qui peut s'analyser plus précisément comme une pensée de la déterritorialisation et de la réaction anti-autoritaire : haine de l'identité (donc de l'égalité, donc du peuple), haine de la nation, haine de l'État, haine du politique.

Cette pensée est libérale en ce qu'elle tolère volontiers des exceptions au dogme. Le territoire est célébré lorsqu'il est conquis ou reconquis par les Croates. La transparence trouve sa limite dans l'opacité des revenus de la classe dirigeante. La haine de l'autorité politique (éthique de la conviction) s'arrête lorsqu'il est « nécessaire » de déjeuner à l'Élysée (éthique de la responsabilité à l'égard de « mes-lecteurs », de « mon-éditeur ») et fait place à la classique connivence : Jacques Chirac s'est rallié à la rigueur, n'est-ce pas ?

On sourirait de l'idéologie dominante si elle n'engendrait pas ce qu'elle dénonce vertueusement : l'hyper-réaction identitaire, la frénésie nationaliste, et ce populisme par lequel se trouve instinctivement rejeté le cynisme de la classe dirigeante.

Du moins, le Front national est vertueusement condamné par les nouveaux maîtres-penseurs. C'est qu'il n'est pas au pouvoir. Car si par malheur il y parvenait, nous aurions de surcroît à mesurer l'incroyable lâcheté de la plupart de ceux qui nous parlent soir et matin de rigueur, de courage et de sacrifice.

Sylvie FERNOY

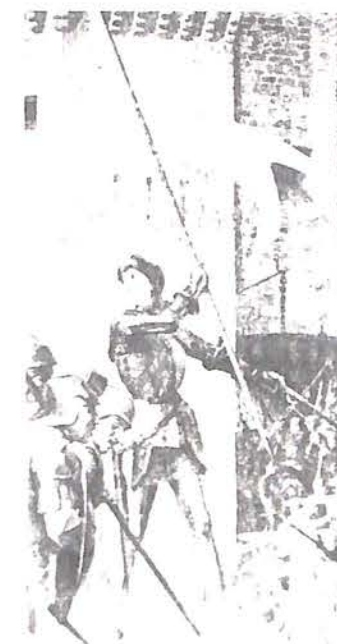
Figure de la patrie, figure de l'humanité

On sait que ce sont les royalistes qui, au début de ce siècle, inaugurèrent un défilé annuel en l'honneur de Jeanne d'Arc.

Ils participaient à un grand et double mouvement de (re-)découverte de la Pucelle d'Orléans, mouvement tant religieux que politique et national, qui, commencé à la fin du Second Empire, aboutit immédiatement après la fin de la Première guerre mondiale, en 1920, à la canonisation de Jeanne et à l'instauration d'une Fête nationale le deuxième dimanche de mai. Mais l'on sait aussi, depuis Péguy, qui chanta la bergère de Domrémy, comment tout commence en mystique et finit en politique ! Quand cette dernière - qui peut être noble - a l'allure d'un Jean-Marie Le Pen, elle acquiert comme un relent d'obscénité, comparée à la figure immarcescible de celle qui, mystique et politique à la fois, bouta l'Anglais hors du Royaume de France.

Il est de tradition que le Président de la République participe aux festivités de la libération d'Orléans, chaque première année d'un septennat. Jacques Chirac n'y a pas manqué, le 8 mai dernier, et le discours qu'il a tenu alors sur l'héroïne nationale ne peut, dans ses grandes lignes du moins, qu'être approuvé comme une heureuse mise au point. L'imposture devait être enfin dénoncée, effectivement, de la captation de l'héritage johannique par une extrême-droite, qui mêlant et pervertissant, au sens propre, en un national-socialisme inavoué, le 1er mai social et le dimanche

national de Jeanne, corrompt chaque année l'image de celle qui comme l'a rappelé le chef de l'État, par « la pureté de son idéal, la noblesse de son combat » est placée « au-dessus des ambitions et des calculs. Elle appartient à tous les Français et à toute la France ». De même avait-il remarqué avec raison que



« La France qu'elle défend est une France ambitieuse, fière de son identité et de son histoire (...) », non sans avoir rappelé - certainement faisait-il allusion à ce qu'elle dit lors de son procès, mais aussi au chef guerrier qu'elle fut - « combien ses paroles sont à l'opposé du discours d'intolérance, de rejet, de violence que l'on ose parfois tenir en son nom ». Rien de plus vrai : par Jeanne l'Anglais

n'est jamais haï et sa dignité d'être humain n'est jamais mise en cause. L'ennemi reste un fils de Dieu, respectable en tant que tel, il ne participe pas d'un « sang impur », comme le dira plus tard certaine chanson... (retenant la même leçon chrétienne, Louis XV dira quant à lui au Dauphin, le soir de Fontenoy : « Le sang de nos ennemis est toujours le sang des hommes ; la vraie gloire c'est de l'épargner »).

Jeanne est-elle dès lors la messagère d'une très laïque « France généreuse et ouverte à tous » qui ne mange pas de pain, surtout quand l'on n'abroge pas les lois Pasqua ? Je ne sais. Parfois bien inspiré, Mitterrand avait dit en 1989, à la même occasion, que sa « foi absolue affranchissait de tous les fanatismes ».

Oui, Monsieur Chirac, la « pureté de l'idéal » de Jeanne ne doit être récupérée par personne, mais est le Bien de toute la nation. Par personne : ni par l'imposteur Le Pen, ni même par vous : alors de grâce, n'invoquez pas sa mémoire pour rouler pour Juppé : « Au moment où notre pays est engagé sur la voie de la réforme (...) je voudrais que les Français entendent la leçon d'Orléans (...) » tout finit vraiment en politique (politicienne) ! Même votre discours. Comme l'écrivit Bernanos : « Depuis que le cher Péguy s'en est allé vers sa fin (...) dans l'immense poussière de l'éternité, on voudrait que Jeanne d'Arc n'appartint plus qu'aux enfants ».

Axel TISSERAND

Lâcheté

Quand un responsable politique invoque le réalisme, c'est qu'il a commis une lâcheté, ou prépare une trahison. Toujours soucieux de se placer au centre, Lionel Jospin a mélangé un peu des deux en décidant que la question du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales ne figurerait pas parmi les propositions socialistes. Le débat avait été relancé par les rocardiens (soucieux de faire oublier le reniement de Michel Rocard lorsqu'il était à Matignon ?) et par la Gauche socialiste. En repoussant cette démarche conjointe, le premier secrétaire du Parti socialiste commet une double faute :

- Il cherche à faire oublier une mesure qui aurait une portée considérable en matière d'intégration, puisque les maires tentés par la démagogie xénophobe auraient intérêt à tenir compte de l'ensemble de celles et ceux qui résident sur leur commune : la dignité des personnes et la justice sociale y gagneraient, et ce serait autant de perdu pour les extrémistes politiques et religieux.

- Il démontre, une fois de plus, son parfait opportunisme. En invoquant à titre d'excuse une opinion qui ne serait pas prête, Lionel Jospin avoue qu'il fabrique son programme au vu des sondages, renonce au rôle traditionnel et indispensable des partis (lancer des débats, éclairer les citoyens) et réduit la politique à une pure gestion d'intérêts électoraux à court terme.

L'opinion, qui n'était pas prête à l'abolition de la peine de mort, est peut-être moins prête qu'on ne le dit à écouter un dirigeant qui ne croit ni à la politique, ni à la tradition dont il se dit l'héritier.

Maria DA SILVA

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Les nouveaux bien-pensants - p.3 : Figure de la patrie, figure de l'humanité - Lâcheté - p.4 : Les infortunes d'une fausse vertu - Vache à lait - p.5 : La forme du SHAPE - p.6/7 : Louis XI, le calomnié - p.8 : En vert et contre tout - p.9 : Régis Debray, une éducation politique - p.10 : Corot - Brunehilde, première reine de France - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : ils cassent tout !
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Les infortunes d'une fausse vertu

Le gouvernement fait espérer une baisse des impôts pour faire passer une augmentation de la rigueur budgétaire qui est à tous égards catastrophique.

Pour se repérer dans le débat budgétaire, il faut éviter deux confusions majeures :

- le ministre des finances est tout autre chose qu'un comptable public : il doit veiller à la justice du prélèvement fiscal et à l'efficacité politique, économique et sociale de la dépense.

- il n'y a pas de commune mesure entre le budget de la ménagère (qui doit arrêter de dépenser quand son porte-monnaie est vide) et le budget de l'État dont les dépenses sont (en général) productives (d'activités, de services, etc.) et dont les recettes sont liées à l'activité économique générale de la nation.

Par conséquent, la rigueur n'a rien à voir avec le courage et la vertu : la restriction de la dépense publique est parfois nécessaire, parfois désastreuse, au regard de la conjoncture économique et des projets à long terme du gouvernement.

Le surcroît de rigueur décidé par Maignon et Bercy est actuellement absurde et catastrophique. Absurde parce qu'on invoque la fameuse condition d'entrée dans le système de monnaie unique (pas plus de 3 % de déficit) alors que l'Euro ne verra pas le jour : sacrifice inutile ! Absurde parce que la charge de la dette publique (que la droite a laissé croître) peut être financée autrement que par des coupes dans les investissements publics. Absurde parce qu'une partie de l'augmentation du déficit provient de la diminution de la crois-

sance - ce qui réduit les rentrées fiscales. Or les restrictions budgétaires vont entraîner une nouvelle baisse de la croissance et aggraver la crise.

- Réduire le nombre des fonctionnaires (la « mauvaise graisse » selon Alain Juppé) et tailler dans les dépenses sociales (comme l'annonce Jacques Barrot), c'est aggraver immédiatement la « fracture sociale ».

- Réduire les investissements publics, c'est réduire l'activité dans le pays, provoquer une nouvelle hausse du chômage... et réduire les rentrées fiscales.

Ce qui signifie que les économies réalisées se traduiront par de moindres recettes et des augmentations de dépenses (plus de RMI, plus de subventions à des secteurs menacés). L'imbécillité de cette politique va en outre être décuplée par l'approche des législatives, qui entraînera la majorité à satisfaire ses clientèles.

Telle est la logique infernale qu'on veut nous faire accepter. Nous commenterons les chiffres quand ils seront connus. Mais retenons dès à présent, à titre d'indice, que l'annonce des sacrifices coïncide avec la décision qui consiste à appliquer une décote sur la valeur des résidences principales des contribuables assujettis à l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. Sans doute s'agit-il là des réductions d'impôts qu'on annonce pour nous faire avaler la potion.

Jacques BLANGY

Vache à lait

Les explications avancées pour justifier les superprofits des producteurs qui travaillent pour France 2 sont révélatrices de l'étrange logique de la classe dirigeante.

Depuis les révélations de M. Griotteray (de droite) et de la presse (de gauche), nous n'ignorons plus rien du système aberrant et scandaleux par lequel France 2 a passé de mirobolants contrats avec des sociétés de production dirigées par ses animateurs vedettes - lesquels engrangent des millions de francs chaque mois (en salaires, notes de frais...) tout en fabriquant des émissions à faible coût.

Les surfacturations et les superprofits de ces sociétés privées qui utilisent la chaîne publique comme vache à lait provoquent l'émotion des citoyens qui paient la redevance, et la colère des salariés de France 2 auxquels on chipote de menus frais et de maigres budgets.

Pris au piège de faiblesses et de contradictions dont il n'est pas seul responsable, Jean-Pierre Elkabach a récemment avancé une justification qui, au-delà de l'affaire en cours, éclaire crûment la politique salariale en système néo-libéral. Selon notre confrère *Libération* (15 mai), le PDG de France 2 a expliqué que les émoluments faramineux des animateurs-vedettes répondraient à une « logique économique » : « si on les compare aux revenus moyens des Français, leurs cachets sont trop chers. Mais vous savez bien que c'est aux salaires des grands footballeurs, des grands cantatrices, des grands acteurs, qu'il faut les compa-

En d'autres termes, la logique économique consiste à aligner les revenus de quelques collaborateurs du service public sur les tarifs des vedettes, et l'autre logique (celle qui vaut pour les salariés) consiste à comprimer la masse salariale en invoquant le faible coût du travail à Pé-Taou-Chnok, sympathique bourgade située dans une boucle du Mékong, où la tasse de thé vaut trois sous.

Le raisonnement que tient Jean-Pierre Elkabach pour France 2 est exemplaire car c'est celui de tous les dirigeants d'entreprise du monde développé : la logique économique du monde patronal tire les revenus à la hausse, la logique du monde salarial tire les salaires à la baisse. De même qu'il y aurait une double pensée unique (selon Alain Juppé), le système néo-libéral serait fondé sur une double logique économique créant un double marché du travail : celui de l'élite des affaires, celui des employés. N'oublions pas le troisième marché qui est le marché aux esclaves : enfants, prisonniers chinois, clandestins, exclus en tous genres.

Et si on alignait les revenus des producteurs de télévision français sur ceux de leurs confrères du Viêt-Nam, ou des grands footballeurs roumains ? Ce serait rigoureusement orthodoxe du point de vue libéral. Mais on nous répondra sans doute qu'il y a deux orthodoxies.

Annette DELRANCK

La forme du Shape

Des résultats de la conférence ministérielle de l'Alliance Atlantique, à Berlin le 3 juin, dépendra l'importance du rapprochement de la France avec l'organisation militaire avec laquelle elle a rompu il y a juste trente ans.

V a-t-on revoir à Rocquencourt, entre Versailles et Marly, flotter les étendards alliés ? C'était en effet là qu'était implanté jusqu'en 1966 le quartier général des forces alliées en Europe (SHAPE) (1). Sans vouloir rapatrier ce commandement, d'aucuns, comme Pierre Lellouche, ancien conseiller de Chirac, suggèrent de situer en France un troisième commandement qui serait créé aux côtés du SACEUR (2) et du SACLANT (3) et dont relèveraient les opérations où les Européens agiraient sans les forces américaines tout en bénéficiant du soutien logistique de l'OTAN, c'est-à-dire des moyens américains en transmissions et en transports qui font défaut aux armées européennes. C'est ce concept (4), qui se cherche, à la conférence de Berlin, un quartier général et un général en chef avant de savoir quelles unités seront concernées et pour quel objet.

Créer un commandement spécial pourrait vouloir signifier que ces forces seraient complètement soustraites au SACEUR. Les Britanniques avaient proposé qu'elles soient confiées à l'adjoint du SACEUR, traditionnellement européen, mais cela remettait en cause l'autorité du commandant suprême ; les Allemands, les auraient bien mises sous l'autorité du commandant régional centre-Europe, un général allemand. Le principe étant admis que les forces américaines en Europe pour-

raient ne pas intervenir (avec comme corollaire que des forces européennes pourraient ne pas intervenir lorsque des forces américaines interviendraient ou que d'autres forces européennes interviendraient seules), la logique voudrait que le SACEUR demeurât au-dessus de la mêlée.

Le commandement européen dans l'OTAN devrait être placé rigoureusement sur le même plan que le commandement des forces américaines en Europe lequel est jusqu'alors automatiquement SACEUR, avec la double casquette, l'une en Belgique, sous l'autorité du Conseil atlantique, l'autre à Stuttgart, relevant directement du seul président des États-Unis. L'égalité voudrait que le commandement des opérations, une fois celles-ci décidées, soit américain si les forces américaines y participent - concession importante à la directive de Clinton qui veut qu'aucune unité américaine ne soit commandée par un non-Américain -, mais européen si les forces américaines ne sont pas engagées sur le terrain. Le SACEUR n'aurait plus qu'un rôle de coordination directement soumis aux instances politiques qui seules feraient la synthèse des diverses décisions d'intervention ou de non-intervention et de soutien logistique. Dans ces conditions, on comprend que la France veuille et puisse reprendre sa place dans toutes les instances politiques et militaires de concertation, y compris nucléaire puisque c'est le nucléaire qui commande tout

et lui confère un rôle spécial.

On sait peu que sept pays européens sur les quatorze que compte l'Alliance acceptent sur leur territoire des bombes nucléaires et des rampes de lancement, toutes américaines. Même si un bon nombre d'entre elles, et notamment toutes les armes tactiques, ont été rapatriées, « le nucléaire fait partie de la culture » du SHAPE... Aussi longtemps que les États-Unis conserveront des bombes nucléaires en Europe, il ne pourra y avoir qu'un Américain à la tête du SHAPE » (5). En d'autres termes, s'il ne restait plus sur le continent européen que des bombes françaises, le SHAPE serait français. Si les opérations européennes menées au sein de l'OTAN pouvaient se passer du parapluie atomique, américain ou français, non comme arme d'emploi mais comme arme de dissuasion ultime, le commandement suprême serait européen, et sans doute allemand. Tel est l'enjeu qui fonde le débat sur la participation française au groupe des plans nucléaires, considéré comme l'ultime rempart de la pudeur française.

Yves LA MARCK

(1) SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers Europe) : Grand Quartier général des Forces alliées en Europe.

(2) SACEUR (Supreme Allied Commander Europe) : Commandant suprême pour l'Europe.

(3) SACLANT (Supreme Allied Commander Atlantic) : Commandant suprême pour l'Atlantique.

(4) Concept qui a déjà deux sigles : CJTF en anglais (combined joint task forces), GFIM en français (groupe de forces interarmées multinationales).

(5) comme l'écrit Jean de la Guévière dans son « Voyage au cœur de l'OTAN » - Ed. Seuil - prix franco : 135 F.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : A l'invitation de la reine Élisabeth II, le président de la République et Bernadette Chirac ont effectué du 14 au 17 mai une visite d'État en Grande-Bretagne. Au programme, accueil protocolaire jusqu'au palais de Buckingham, dîner de gala offert par la souveraine, rencontres avec le Premier Ministre John Major, discours européen devant les deux Chambres réunies au parlement de Westminster, déjeuner chez le Lord Maire de Londres, entretiens politiques, visite d'un quartier difficile à Glasgow en compagnie du prince de Galles, président de la *Prince's Trust*... Le président Jacques Chirac a jugé sa visite « utile et agréable ».

♦ **ESPAGNE** : Le roi Juan Carlos a inauguré le 8 mai dernier les nouvelles Cortes en faisant l'éloge de l'esprit de consensus qui a permis au Parti Populaire de José Maria Aznar d'établir un pacte avec les nationalistes catalans, basques et canariens afin de pouvoir former un gouvernement. Après avoir déclaré ouverte la sixième législature, lors d'une séance extraordinaire réunissant le Congrès des députés et le Sénat, le roi d'Espagne s'est une nouvelle fois réjoui du retour de l'esprit de concorde et a appelé au rassemblement de toutes les forces politiques pour faire échec au terrorisme.

♦ **PAYS-BAS** : Nouveau divorce à la cour de Hollande, celui de la princesse Christina, sœur cadette de la reine Béatrix - aveugle de naissance - qui vit séparée de son mari, un médecin d'origine cubaine Jorge Guillermo dont elle a eu trois enfants Bernardo, Nicolas et Juliana. De son côté, le prince héritier Guillaume-Alexandre a décidé de travailler pour la compagnie d'aviation nationale KLM en tant que copilote, d'autant que sa « fiancée », Emily Bremers y exerce déjà des activités.

♦ **UGANDA** : Tandis qu'à Kampala se déroulait récemment l'élection présidentielle, Ronald Muwenda Kimera Mutebi II, roi du Buganda, rentré voici deux ans de son exil londonien, est devenu aux yeux de ses fidèles sujets - les Ganda sont environ trois millions sur les 19 millions d'Ougandais - le symbole d'une identité nationale et de l'histoire du peuple ganda. A travers lui, ils prônent plus de fédéralisme. « La monarchie a un rôle très important à jouer, répond le roi, ne serait-ce que pour stabiliser le pays... Je me refuse à faire de la politique, je suis une institution et entends le rester même si je sais que beaucoup de mes gens ont le sentiment d'avoir été floués ».

♦ **MAROC** : Le roi Hassan II était en France les 6 et 7 mai pour une visite officielle qui l'a conduit à l'Élysée, au Quai d'Orsay et à l'Assemblée nationale où le souverain alaouite a prononcé un discours politique dans lequel il a affirmé que « c'est parce que les institutions politiques sont, comme les hommes, vivantes, qu'il faut ne pas les enfermer dans des textes immuables et rigides... Une démocratie est par définition pluraliste. Elle suppose la pluralité des opinions et des partis, des organes de l'État... ».

Forgé par des clichés, distillés pendant des décennies par des enseignants souvent plus soucieux d'idéologie que de vérité historique, notre imaginaire national réserve une place sulfureuse à Louis XI.

Auteur de nombreux ouvrages historiques, Emmanuel Bourassin a publié récemment une biographie de ce roi décrié qui bouscule beaucoup d'idées reçues et dresse un bilan plus objectif de son règne. L'auteur a bien voulu répondre à nos questions et nous éclairer sur ce roi calomnié.

■ **Royaliste : Louis XI est souvent un roi décrié. Quel était le contexte historique au moment de sa naissance ?**

Emmanuel Bourassin : Certes, Louis XI est un personnage très contesté. Les romantiques l'ont noirci à plaisir. On n'a vu en lui que le vieillard cacochyme, terrorisé par la mort, qu'il était à la fin de sa vie. Or Louis XI a eu une vie extrêmement remplie et on doit le juger sur l'ensemble de celle-ci.

Lorsqu'il naît en 1423, la situation de son père le roi Charles VII est lamentable. En effet, la France est divisée en trois. Une partie est occupée par les Anglais ; une autre est sous l'influence du duc de Bourgogne, Philippe le Bon, qui depuis le meurtre de son père, Jean sans Peur, à Montreuil, déteste le roi Charles VII ; la troisième enfin, sous le contrôle royal, est plus étendue que l'on ne croit : les possessions du « petit roi de Bourges » allaient de la Loire aux Pyrénées.

■ **Royaliste : Peut-on parler d'un sentiment national à l'époque de Louis XI ?**

Emmanuel Bourassin : J'ai analysé ceci dans mon livre « *La France anglaise* ». Au moment de la guerre de Cent Ans, le sentiment national consistait en la fidélité à un roi de sa nation. Lorsque les Anglais ont essayé d'imposer un royaume de France et d'Angleterre, avec Henri VI

en 1422, ils ont eu affaire à un sursaut qui dénote un état d'esprit : on était fidèle, non pas à sa Patrie au sens que l'on accordera plus tard à ce mot, mais, encore une fois à un roi de sa nation.

■ **Royaliste : Quelle a été l'éducation du Dauphin ?**

Emmanuel Bourassin : Louis XI aura pour précepteur des érudits, mais il ne profitera pas tellement de leurs leçons. Bien qu'intéressé par les livres, il sera peu studieux et ne parlera qu'une seule langue étrangère : l'italien. Il aura pour gouverneur le comte de la Marche, fils du fameux connétable d'Armagnac, qui fera de lui un homme d'armes accompli et un chevalier : Louis XI aidera puissamment son père dans la première partie de la reconquête du Royaume de France. Il se couvrira de gloire à Dieppe, en enlevant la place aux Anglais et sera envers son père un Lieutenant fidèle, à une exception près : en 1440 (le Dauphin avait alors 17 ans), il est entraîné par le Duc d'Alençon, son parrain, dans ce que l'on a appelé la « Praguerie ». Il s'agit d'un complot, non pas tellement contre le roi, mais contre le connétable de Richemont, son favori, lequel est à l'origine de la reconstruction de l'armée française. Le connétable conseillera au roi de ne pas s'enfermer dans une place. La révolte sera matée et le Dauphin et le Duc d'Alençon devront se

soumettre. S'il était souvent ingrat, Charles VII n'était pas rancunier : il pardonna au Dauphin, ainsi qu'à tous les conjurés.

■ **Royaliste : Comment le futur Louis XI est-il arrivé à s'opposer à son père, Charles VII ?**

Emmanuel Bourassin : Lorsqu'Agnès Sorel arrive à la cour en 1443-1444, le Dauphin prend très mal cette intrusion : il aime beaucoup sa mère, Marie d'Anjou. Le futur Louis XI est lui-même marié à une ravissante jeune fille, Marguerite d'Écosse, qu'il a épousée en 1436. Les Écossais étaient alors les alliés traditionnels des Français, au point qu'en Angleterre il y avait ce proverbe : « *Si tu veux vaincre les Français, commence d'abord par l'Écossais* ». A chaque fois qu'il y avait une expédition anglaise en France, Les Écossais descendaient de leurs montagnes et attaquaient les Anglais par le nord, ce qui obligeait ces derniers à maintenir des forces importantes sur les « *borders* ». Les Écossais envoyaient également de fortes armées à Charles VII, et c'est en partie avec elles qu'a été opérée la reconquête de la France. Marguerite d'Écosse, jeune princesse délicate, est atteinte de tuberculose et mourra d'une pleurésie sans que le Dauphin en manifeste un très grand chagrin. Charles VII ordonna une enquête sur les conditions de la mort de sa belle-fille.

Le futur Louis XI se brouille alors avec son père et cherche à fomenter un complot contre lui avec l'aide du comte de Dammartin. Mais celui-ci finit par prendre peur et dénonce le dauphin. Une scène terrible éclate entre Louis et son père qui lui intime l'ordre de quitter la cour et de se retirer dans ses possessions du Dauphiné. Là-bas, le futur roi ébauche ce que sera plus tard son gouvernement pour la France. Il exploite toutes les ressources de sa province, organise des foires. Il a une petite cour de fidèles qui lui resteront dévoués jusqu'à leur mort et complotent avec Jacques Coeur.

Pendant ce temps, Charles VII s'est réconcilié avec Philippe le Bon et le duc de Bourgogne a obtenu, par le traité d'Arras, le droit de ne pas prêter hommage et réparation pour le meurtre de Monte-

reau. De son côté, le Dauphin se remarie avec Charlotte, fille du duc de Savoie, sans l'autorisation paternelle. Charles VII entre dans une colère terrible et lance une armée à ses trousses. Le Dauphin, atteint d'une « peur sauvage », s'enfuit à la cour de Bourgogne où le duc lui assigne comme résidence, le château de Genappe-en-Brabant. Il y chasse fréquemment avec son futur rival, le comte de Charolais, qu'on appellera plus tard Charles le Téméraire. L'union entre les deux princes est telle que Louis XI sera parrain de la fille unique de Charles, Marie, avec laquelle il aura, plus tard, maille à partir. C'est à Genappe que le Dauphin apprend la mort de son père.

■ **Royaliste : Quelle est la situation de Louis XI quand il accède au trône ?**



♦ Louis XI présidant les États généraux de Tours en 1468.

Emmanuel Bourassin : En 1461, Louis XI est sacré à Reims. Il est dans un tel état de dénuement qu'il doit emprunter sa vaisselle d'or et d'argent au duc de Bourgogne. Lors de son retour à Paris, c'est en fait le duc de Bourgogne qui est accueilli triomphalement. On raconte qu'en voyant Philippe le Bon un boucher s'écria : « *O franc et noble duc de Bourgogne, soyez le bienvenu en la ville de Paris ; il y a longtemps que vous n'y fûtes, quoiqu'on vous ait bien regretté* ». On imagine que Louis XI a entendu cela avec beaucoup de déplaisir. Quelques semaines plus tard, Philippe le Bon s'en retourne très déçu : il espérait devenir le « maire du Palais » de ce jeune roi qui lui devait tout. Mais Louis XI entendait rester maître chez lui. A son avènement, il renvoie tous les excellents conseillers de son père pour les remplacer par des hommes à lui. Il se rendra compte trop tard de cette faute lorsque se lève la « ligue du Bien public » fomentée par Charles de Charolais. En situation d'infériorité militaire Louis XI arrive cependant à convaincre son frère le duc de Berry et le comte de Charolais de signer avec lui, en 1465, la paix de Conflans et de Saint Maur au prix d'importantes concessions.

■ **Royaliste : Quel est le véritable caractère de Louis XI ?**

Emmanuel Bourassin : Contrairement à ce qu'on a dit souvent, ce n'est pas un homme chagrin et triste. Il aime la bonne vie, aura de nombreuses maîtresses dont naîtront quatre filles naturelles qu'il dotera richement. Il n'est ni bon époux, ni bon père. Il a certainement fait mourir de chagrin sa première femme Marguerite d'Écosse. De la seconde il attendra surtout qu'elle assure sa postérité en lui donnant des enfants. Il fera étroitement surveiller son fils Charles - le futur Charles VIII - dans le château d'Amboise dont le petit Dauphin ne sortira pratiquement pas. Jeanne, sa première fille qui était contrefaite, sera assez maltraitée. Louis XI aura, en revanche, confiance en sa seconde fille Anne dont il disait : « *C'est la moins folle femme de France car de sage je n'en connais point* ».

Louis XI, qui était assez misogyne, n'aurait jamais toléré d'avoir une maîtresse qui eut prise sur lui et qui aurait voulu imposer ses hommes de confiance.

Il écrivait sans cesse et le volume de sa correspondance est prodigieux. Par ailleurs il aimait la bonne cuisine et les bons vins de Touraine et chassait beaucoup. Si Louis XI est un bon vivant, il est cependant d'un caractère angoissé, c'est « un génie à éclipses ».

■ **Royaliste : Louis XI a-t-il su profiter pleinement de la disparition de Charles le Téméraire ?**

Emmanuel Bourassin : En 1476, Charles le Téméraire se lance dans l'aventure de la guerre contre les Suisses qui sont les alliés de Louis XI et du duc de Lorraine chassé de ses États. « *Nous aurons, disait-il, bon marché de ces vachers !* ». A la surprise générale, le duc de Bourgogne essuiera de terribles échecs à Grandson et à Morat. Le 5 janvier 1477, sous les murs de Nancy, Charles de Bourgogne est vaincu, son armée est réduite en poussière et lui-même trouve la mort. Louis XI va-t-il triompher longtemps ? Il va commettre une de ses plus grandes erreurs. Pour s'assurer du duché et du comté de Bourgogne, il veut marier immédiatement la fille de Charles le Téméraire, Marie de Bourgogne, au dauphin Charles. Pour

cela il n'hésita pas à envahir l'Artois, la Picardie et le Bourgogne, suscitant finalement la haine de Marie qui refusera la main du Dauphin pour se jeter dans les bras de Maximilien d'Autriche. Louis XI arrivera à terme à récupérer le comté de Bourgogne et l'Artois (par le traité d'Arras) mais il n'aura pas la Flandre et le Hainaut. Louis XI a donc partiellement obtenu l'héritage de Bourgogne. Il ne manquera pas celui de la Maison d'Anjou : l'Anjou proprement dit, la Provence, le Maine. A sa mort, Louis XI avait doublé le domaine royal.

■ **Royaliste : Comment se termine ce règne ? Et quel bilan peut-on en établir ?**

Emmanuel Bourassin : A la fin de sa vie, Louis XI se retire à Plessis-lès-Tours, dans son château favori. Après deux attaques d'apoplexie, une troisième l'emportera. Lui qui avait si peur de la mort, mourra chrétiennement et selon Commynes, courageusement, en 1483. Auparavant, il aura conseillé à son fils, Charles, de ne pas se mêler des affaires d'Italie. Les guerres d'Italie sont une des dernières résurgences de la féodalité que Louis XI avait combattu.

Outre l'accroissement géographique du royaume, Louis XI a donné à la France du XV^e siècle une impulsion économique remarquable. Il a encouragé l'industrie minière et l'industrie textile, il a favorisé les marchés et les foires comme à Lyon qui deviendra, grâce à lui, la ville des soyeux. En 1470, il introduira l'imprimerie en France.

En conclusion, on peut dire que Louis XI est un roi bénéfique. Si sa personnalité n'est pas sympathique, il a assurément beaucoup aimé et bien servi la France. S'il était plus craint qu'aimé, ses sujets lui reconnaissent une efficacité qui lui permettrait d'être considéré comme le père de la France moderne. Louis XI a été, non pas un roi cruel, mais un apôtre de la morale de l'efficacité. Il importe de le réhabiliter et de retrouver ce qu'il était, c'est-à-dire un de nos plus grands rois.

Propos recueillis par Jacques Blangy

Emmanuel Bourassin « Louis XI, homme d'État, homme privé », Tallandier, prix franco : 127 F.

En vert et contre tout

La parution récente de plusieurs ouvrages consacrés à Greenpeace (1) nous fournit l'occasion de faire le point sur la multinationale verte.

Créée au début des années soixante-dix, Greenpeace a d'abord mené son combat sur des sujets très consensuels (les bébés phoques, la chasse à la baleine) avant d'élargir ses actions au nucléaire civil, à la pollution industrielle ou à la déforestation. L'association a connu son développement sous l'impulsion du Canadien McTaggart qui a su tirer un parti médiatique du combat mené contre les essais nucléaires de Mururoa. Le Canadien a su se faire passer comme un martyr face à la Marine nationale mais aussi comme celui qui a su faire plier la France (celle-ci a renoncé à ses essais dans l'atmosphère).

David McTaggart fera bénéficier son organisation de ses talents : homme de communication, meneur d'hommes et homme d'affaires, il organisera Greenpeace comme une multinationale, avec son siège à Amsterdam qui dicte la stratégie à ses principales « filiales », les bureaux nationaux, dont les plus importants

se trouvent dans des pays de tradition anglo-saxonne. Les actions sont menées comme des conquêtes de marché (des sondages sont réalisés au préalable pour sélectionner les thèmes qui apporteront le plus de notoriété et d'argent), appuyées par de fortes campagnes publicitaires et dont les résultats se mesurent en « profits » (les dons et cotisations des gens appelés à le soutenir : vous êtes contre nucléaire ? Donnez de l'argent à Greenpeace). Véritable « marque » internationale, Greenpeace constitue un *label* auquel s'identifie un large public, un peu comme Coca Cola ou Nike.

L'utilisation de la marque Greenpeace est en fait assez astucieuse. L'activisme, parfois violent, où les actions judiciaires, sont laissés aux groupuscules nationaux qui se verront désavoués en cas d'échec. Par contre, en cas de réussite, c'est le label Greenpeace qui s'en trouve bénéficiaire.

Mais Greenpeace se présente aussi comme une secte dévouée à la nature. Inspirée par l'église Quaker, mouvement protestant prêchant le pacifisme, la philanthropie et la simplicité, elle ne place pas l'espèce humaine au centre de l'univers, puisque toutes les formes de vie se valent. Elle pratique le manichéisme (le bien contre le mal) et le simplisme (les messages simplificateurs passent mieux qu'une argumentation scientifique). La campagne hystérique menée contre le sabotage

de la plate-forme de Shell en mer du Nord en 1995 démontre le cynisme, l'amateurisme, mais surtout la puissance de Greenpeace (Shell l'a emporté moralement et scientifiquement, mais pas médiatiquement).

Greenpeace est une organisation assez riche, même si, comme pour toute multinationale, une certaine opacité règne sur ses comptes. Son budget annuel s'élève à environ 150 millions de dollars. Elle dispose d'un matériel important (centre de communication à Londres, montgolfières, hélicoptères et plusieurs bateaux). Toutefois, l'association est un peu victime de son train de vie : elle doit mener des campagnes, non seulement pour rappeler son existence, mais aussi pour drainer des fonds.

Souvent évoquée, son inféodation au KGB, voire à la CIA, est peu probable. Il est vrai cependant qu'elle n'a guère agi contre le bloc communiste (où l'environnement n'était pourtant pas une priorité) et que sa guéguerre contre le nucléaire français arrangeait bien les Américains. En outre, ses premiers troubles financiers coïncident avec l'effondrement du communisme...

Ces dernières années, l'organisation a connu un certain nombre de difficultés. Sa politique de coups médiatiques a fini par lasser, le départ d'un certain nombre de cadres s'est accompagné de règlements de compte, les dons reçus sont moindres avec la crise écono-

mique, le nombre d'adhérents et de sympathisants est en baisse (3,1 millions en 1995 contre 4,8 millions en 1990). Enfin, la campagne de 1995 contre les essais nucléaires français a bien eu le retentissement médiatique escompté, mais la France n'a pas subi le boycott prédit.

Dernièrement, l'organisation a connu un virage. Le Canadien McTaggart a été remplacé par l'Allemand Thilo Bode. Ce dernier, sociologue, économiste, ancien cadre de l'industrie, est connu pour la rudesse de ses méthodes. Il a fait de la branche allemande l'un des piliers de l'association.

Avec lui, c'est le courant écologiste allemand, plus professionnel, favorable à des liaisons avec les milieux politiques et les industriels qui l'emporte sur le courant anglo-saxon, plus amateur et porté sur la confrontation.

Il existe un certain contentieux entre Greenpeace et notre pays (essais nucléaires de Mururoa, sabotage du Rainbow Warrior qui a tout de même causé la mort d'une personne, usine de retraitement de La Hague). De plus, la branche française de Greenpeace a été souvent peu efficace et fait l'objet d'une certaine méfiance de la part du siège d'Amsterdam. Les équipes dirigeantes de Greenpeace France ont été renouvelées à plusieurs reprises. L'avènement du courant allemand, la fin des essais nucléaires français dans le Pacifique mais aussi les difficultés récentes de la multinationale verte vont peut-être changer la donne.

Ce qui est certain, c'est que la greffe Greenpeace n'a jamais pris chez nous. Ni sur le fond, ni sur la forme, les Français n'ont su s'identifier à la multinationale verte. Même en écologie, la mondialisation bute sur l'obstacle français !

Christian MORY

(1) Charles Pellegrini - « *Greenpeace, la manipulation* », éditions Anne Carrière - prix franco : 80 F.
Jean-Paul Picaper et Thibaud Dornier - « *Greenpeace, l'écologie à l'an vert* » - éditions Odilon Media - prix franco : 130 F.
Craig Breheny - « *Le roman de Greenpeace* » - éditions Ramsay - prix franco : 125 F.

Régis Debray

Une éducation politique

Bien sûr, comme tous ceux qui ont lu le dernier livre de Régis Debray, j'ai été « pris », séduit par cette force d'analyse, de pénétration psychologique, d'investigation profonde du politique. Mais pas étonné, sinon au sens premier qui implique admiration. Le Régis Debray qui se montre ici n'est pas, à

mon sens, inattendu comme s'il avait subi on ne sait quelle mue, quelle cure de désintoxication récente. Oh certes, la lucidité ne va jamais sans quelque désenchantement et l'écrivain joue en artiste du dévoilement qu'il opère. Mais ce qui m'a le plus frappé dans les pages que j'ai le plus aimées, c'est la justesse du trait et par-dessous le refus de régler ses comptes pour tant d'amour déçu. On pourra contester un tel jugement et trouver de la férocité, notamment dans le prodigieux portrait de François Mitterrand. J'y trouve surtout un essai passionné pour comprendre, et ce qu'il y a le plus dur dans cette façon de croquer le personnage est comme un effet pour creuser plus profond, trouver vraiment ce qu'il pouvait bien y avoir derrière tout cela, tout ce qu'on sait, tout ce qu'une pléiade de mémorialistes s'emploie en ce moment à ranimer.

« *L'extraordinaire, chez cet introverti singulier, ce fut l'alliance d'un moi dense et dur, à l'intérieur, ne cédant à la conjoncture que le strict nécessaire, avec une plasticité aussi ductile au dehors. D'où sa fortune politique* ». Fut-il pur opportuniste, passant d'une sincérité à l'autre, « *le grand accompagnateur du temps en a épousé les caprices, les pensées avec tant de bonne foi qu'il est incapable, un jour, de revenir sur la veille pour un début de contrition. Il s'absout en chaque moment, puisqu'il y fut précisément sincère et entier* ». Encore une fois, on trouvera qu'ainsi il charge l'objet de sa déception et se venge du séducteur qui longtemps donna crédit à ses propres illusions. Et certes illusions il y avait : « *Tenace pionnier de l'Apocalypse, notre Charentais précipiterait tôt ou tard des tempêtes politiques et sociales qui le bronzerait ou le briseraient ; Nasser ou Néguib peu importe, le nouveau socialisme passerait* ». Avec ou sur lui ». Mais après tout, c'est le rêveur qui était coupable d'avoir fantasmé son héros. Et c'est à lui-même de se reprocher d'avoir voulu Mitterrand comme il le voulait et non comme il était. A ceci près que Mitterrand était ainsi fait qu'il avait le génie de donner prise à toutes les illusions.

Elles tomberont les illusions ! L'image la plus drôle qui met en pièces cette fantasmagorie du révolutionnaire est sans doute celle où l'on voit Mitterrand accompagnant Castro dans un hélicoptère au-dessus de Cuba et tout occupé à écrire les trente cartes postales que rituellement il adresse à ses notables des Charentes et de la Nièvre. Le contraste entre les deux hommes serait savoureux s'il n'y avait tout le drame du dictateur qui a dérapé dans le sang. Mais celui-là aussi, l'écrivain ne le cartonne pas sans retenue. Il veut le

comprendre avec justesse, sans rien cacher. Son seul espoir consiste à tout nous dire, pour aller lui-même au bout de sa propre vérité : « *Fidel était un homme sympathique et peu recommandable. Le Che un homme antipathique et admirable* ». Avec le Che, Régis Debray, qui l'a bien connu, détruit le poster qui a orné tant de chambres adolescentes. « *La où Fidel envoyait au peloton, au pardon, cinq esbirros de l'ancien régime, le Che n'aurait pas reculé devant dix* ». Mais Castro mêlait à la cruauté le cynisme de qui ajoute au supplice le déshonneur et la boue pour le supplicié. Le Che fusillait sans phrases ni calomnies. De ce point de vue, il présente une sorte de type pur du révolutionnaire sans calcul : « *Il n'a pas mené un combat d'ambition, mais de rédemption. Il n'avait pas une conception dosée et calculée de sa guerre particulière, mais morale, comme on en a dans une guerre civile. Le preux veut refaire l'âme du monde, non retoucher sa carte* ». Quant aux soixante-huitards de la révolution sexuelle, ils apprendront avec intérêt que leur « modèle », lors de son périple africain obligeait ses hommes qui avaient couché avec des femmes de rencontre, à les épouser.

Mais je m'interroge moi-même sur la philosophie réelle de cette « éducation politique » d'un jeune homme parti de Normale vers l'Amérique latine pour mettre sa vie en accord avec ses idées, puis tombant sur le fondateur du parti socialiste français pour reporter ses espoirs sur un projet moins démesuré, mais tout de même encore un peu exalté. Ce Régis Debray là fut-il toujours dupe ? Son retour achevé aux dures réalités est-il si récent ? Fidèle de la révolution puis d'une certaine idée de la République, ne s'est-il résolu qu'au bout de trente ans à admettre la vanité de ses chimères, au point de composer un *vade-mecum* de la politique contemporaine qui condense tous les principes du savoir-faire politicien le plus désabusé ? Je ne crois guère comme Sollers dans son brillant article du *Nouvel Observateur*, à une brusque conversion à l'athéisme politique, à un joyeux détroquage où l'ancien clerc aurait perçu non plus l'avenir d'une illusion, mais sa vanité définitive. Cela pour plusieurs raisons.

La première tient à la prison de Camiri qui est une première école de désintoxication, de prise de conscience, où le prisonnier apprend en même temps la haine, celle que ses ennemis lui vouent et qui constitue un sérieux instrument au service du principe de réalité, et la nation avec le gaullisme (notamment grâce à la lecture du *Jeu de la France* de Philippe de Saint Robert). La seconde raison tient à l'essai fondamental que Régis Debray publie en 1981 (1) et qui montre comment il saisit l'articulation du religieux et du social. Cela implique de sa part un éclairage distancié qui l'empêche d'être dupe. La troisième raison est peut-être plus subjective. Ce n'est pas parce que l'ancien compagnon du Che devenu conseiller du Prince élyséen a connu la désillusion qu'il a cessé de croire au politique. Son ironie décapante quant au fonctionnement du système n'implique nullement qu'il s'est résolu à tout admettre et à tout excuser. Bien au contraire, il y a là l'aveu de qui ne se rend pas. Certes, il semble avoir donné congé définitivement à toutes les aventures. Il serait trop vieux ! Tiens donc, le plaisant prétexte. Cher Régis Debray il vous reste encore dix ans pour prétendre au pouvoir suprême comme François le Tenace. Et songeons que le fondateur de la V^e République attendit soixante-huit ans pour revenir aux affaires, alors que les réalistes l'avaient définitivement enterré. Il y a dans votre éducation politique des principes qui émergent et sont bien plus forts que toutes les illusions perdues !

Régis Debray - « *Loués soient nos seigneurs, une éducation politique* » - Ed. Gallimard - prix franco : 150 F.
(1) « *Critique de la raison politique* » - Gallimard - prix franco : 105 F.

par Gérard Leclerc



PROSPECTION

Nous vous proposons d'envoyer pendant 3 mois (7 numéros) *Royaliste* à vos amis ou connaissances

pour 25 F seulement.

Profitez de cette offre, elle aide à l'extension de notre audience.

Corot

Brunehilde la première reine de France

L'exposition Corot au Grand Palais s'achève. On ne ressent nullement devant ces paysages peints les sentiments de rêveries nostalgiques que ses gracieuses figures féminines éveillent comme *La femme à la perle*, 1868-70, *L'odalisque*, 1871-73, *La lettre*, 1865. En revanche, les paysages des séjours italiens *Florence, vue prise des jardins des Boboli*, 1834-36, *Étude du Colisée à Rome ou vue prise des jardins Fornèse (à midi)*, mars 1826 et des pérégrinations françaises, *Un moulin à Montmartre*, 1845-45, *La Collégiale de Mantes et la ville à travers les arbres*, *Sainte Catherine-des-Arras et les chaumières*, 1871, montrent le plaisir élégiaque de peindre.

Quand bien même appartiennent-elles uniquement à l'univers théâtral de la mythologie ainsi *Homère et les bergers*, 1845, *Une matinée ou La danse des nymphes*, 1850 ou bien à l'iconographie religieuse, les peintures de paysages paraissent s'enraciner au monde réel, même lorsqu'elles figurent des ruines antiques : *Rome : le Colisée vu à travers les arcades de la basilique de Constantin*, 1825.

On devine dans les oeuvres de Corot la qualité d'un regard indépendant, contemplatif. Il semble relier par l'oeuvre, le vrai lieu à l'art de peindre dans un parfait sens de l'équilibre. Cette poésie de l'image qui n'est pas sans évoquer parfois certaines pages de Lamartine, condense la perception sensible du monde.

Elle est le temps immuable de l'univers s'éclairant d'unité et d'harmonie *Volterra, vue prise en regardant la citadelle*, juin-juillet 1834.

STANIK

Une biographie qui réhabilite magnifiquement une reine de France dont la vie possède la démesure d'une légende.

On ne peut dire que l'histoire des Mérovingiens se soit perdue dans la nuit des temps. L'historiographie relative à cette dynastie est relativement abondante, rares cependant, sont les ouvrages accessibles au grand public, c'est pourquoi il convient d'accueillir avec intérêt et plaisir la belle et passionnée biographie que Roger-Xavier Lantéri vient de consacrer à « *Brunehilde, première reine de France* » (1), un plaisir d'autant plus vif que l'auteur, journaliste de formation, au terme d'un énorme travail a échappé aux pesanteurs du style académique ou universitaire trop fréquent en la matière, pour offrir une sorte de reportage à la fois précis, fortement documenté et à l'écriture alerte. Le lecteur éprouve la singulière impression de vivre, en témoin privilégié, aux côtés de Brunehilde. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre captivant.

On me permettra cependant deux réserves miennes. Ce texte, très clair pour exposer des situations ou des événements parfois complexes est littéralement « haché » par une multitude de renvois à des notes souvent fort savantes, il y en a ainsi 60 pages. J'estime, pour ne pas perdre le fil des événements, qu'il n'est pas nécessaire de s'y référer immédiatement, quitte à les reprendre à loisir une fois lecture faite du récit. Enfin, un ou deux tableaux généalogiques n'auraient pas été un

luxu inutile afin de s'y retrouver plus aisément parmi ces familles royales ou princières à la progéniture abondante et aux relations matrimoniales compliquées.

Brunehilde, fille du roi des Wisigoths, née en Espagne fut reine au plein sens du terme et non simple régente du royaume. Dans les textes elle portait le titre de « *Regina Francorum* » qui sera celui de tous les rois de France. Malmenée par de nombreux historiens et ce pendant des siècles pour des raisons que l'auteur expose clairement, sa vie, malgré quelques rares moments de bonheur, ne fut qu'une suite d'épreuves, de combats et de tragédies. Sa soeur Galswinthe étranglée sous l'instigation de Frédégonde la perfide et principale rivale, une servante cruelle et débauchée élevée au rang d'épouse de roi par la magie de son regard, son mari Sigebert, petit-fils de Clovis, assassiné, son fils et sa bru empoisonnés, ses petits-fils s'entre-tuant et ses arrière-petits-fils massacrés d'atroce façon, et la fin ignominieuse de cette reine âgée de plus de soixante-dix ans, écrasée, après trois jours de supplice, sous les sabots d'un cheval à la queue duquel elle avait été attachée par les cheveux et un poignet.

Recrue d'épreuves mais reine avant tout. La France se forme, déjà surgissent les problèmes qui renaîtront en permanence les siècles suivants : lutte contre les empiètements et les prétentions temporelles

de l'Église, Brunehilde sortira vainqueur de ce premier conflit et imposera un strict gallicanisme d'État ; lutte contre les grands et cette femme farouche « *infatigable, inflexible, indomptée... présentera la méthode pour gouverner ce pays : l'union du souverain et du peuple* ». N'est-ce pas la préfiguration de la politique capétienne ? C'est sous son autorité et ses directives que la justice, de relation privée ente individus, devient, sans restrictions, affaire d'État et ce n'est pas sans raison que les actuels commissaires de police font remonter la création de leur corps à l'institution des *centenarius* dont l'autorité délimitée dans l'espace est à l'origine des cantons que nous connaissons encore. Cette énumération est loin d'être exhaustive, le livre donne encore de multiples exemples de l'activité et surtout de l'intelligence politique de cette princesse Goth devenue pleinement princesse française par les liens du mariage.

En conclusion, on fera nôtre cette observation de l'auteur : « *Brunehilde tentait de constituer une monarchie républicaine* », les lecteurs attentifs de *Royaliste* comprendront pourquoi, que les distraits - mais en existe-il ? - se reportent au n° 663 de notre journal « *Le parti des politiques* » première colonne. Quelle permanence à quinze siècles de distance ! Nous sommes des héritiers et des continuateurs.

Michel FONTAURELLE
Roger-Xavier Lantéri - « *Brunehilde, la première reine de France* » - Perrin - prix franco : 148 F.

AUTOCOLLANTS

Réagissons !

Contre les projets de durcissement des "lois Pasqua" : un nouvel autocollant.



Autocollant rond (64 mm) de couleur vive fluo, très visible.

Vendu par planche de 12. La planche : 7 F franco, les quatre planches (48 ex.) : 16 F franco, les dix planches (120 ex.) : 30 F franco.

ILE DE FRANCE

Samedi 1^{er} juin - Réunion de la « Fédé » dans les locaux à 16 h. Sont invités à cette réunion tous ceux qui, adhérents ou non, souhaitent concrétiser d'une manière active leur engagement royaliste.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (*pin's*) vendues au prix de 40 F pièce (franco de port).

♦ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

♦ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

♦ Fleur de lys (vieux or, doré ou argenté) - 17 mm de haut.

♦ Double coeur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm de haut.

♦ Armoiries de Jeanne d'Arc (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

♦ Blason de France (trois fleurs de lys or sur email bleu) - 10 mm de haut.

♦ Grandes armes de France (email or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

♦ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut..

NOUVEAU :

♦ Coeur chouan (email rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

Dimanche 9 juin

près de Rouen

Fête antiraciste

de 14 h à 21 h

Comme chaque année, la NAR y sera présente et notre stand, comme tous les ans, ne passera pas inaperçu. Nous invitons nos amis et sympathisants à venir nombreux.

Rendez-vous donc au Parc des Chartreux à Petit-Quevilly (5 km de Rouen) à partir de 14 h.

MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

♦ Mercredi 29 mai : On a dénoncé les « juges rouges », mais les socialistes ont été les premiers touchés par les « affaires ». On dit aujourd'hui que la magistrature est inféodée au pouvoir, mais de nombreux notables de droite et des grands patrons ont été mis en examen... Qu'en est-il de ce pouvoir judiciaire dont la puissance ne cesse de s'accroître ? Permet-il de garantir la démocratie, ou la menace-t-il insidieusement ? Nous avons demandé à Antoine GARAPON, directeur de l'Institut des hautes études sur la justice, auteur d'un livre sur « Justice et

démocratie », de répondre à ces questions décisives.

♦ Mercredi 5 juin : Sujet non encore fixé.

♦ Mercredi 12 juin : Historien, directeur de la rédaction de *Courrier international*, Alexandre ADLER vient chaque année traiter devant nous une question de politique internationale. Alors que se multiplient les discours convenus mais de moins en moins éclairants sur la monnaie unique et le rôle de la Bundesbank, alors qu'on évoque en contrepoint la crise économique et sociale qui sévit Outre-Rhin, nous avons demandé à notre ami de faire le point sur la politique de l'Allemagne, au présent et pour l'avenir.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande.

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons alors un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

TÉLEX

♦ PAYS DE LOIRE - Le 10 mai, Bertrand Renouvin était à Saint Nazaire puis à Nantes pour rencontrer les adhérents et sympathisants de la N.A.R. et participer à leur réflexion sur l'engagement politique et la redéfinition de l'action royaliste. Dans les deux villes, il a rencontré les journalistes locaux qui ont profité de cette occasion pour présenter notre mouvement à leurs lecteurs : « *Renouvin et ses amis, contrairement à une légende n'ont jamais été « de gauche », pas plus que « de droite », même si leur discours politique, à bien des titres, peut passer - paradoxalement - pour plus à gauche que celui du Parti socialiste. Ce qui fonde l'idée royaliste (...) c'est une certaine idée de l'État, régalién et protecteur des faibles, au sommet duquel se place un monarque arbitre au-dessus des factions* ». (Alain Besson - Ouest-France).

♦ CLOVIS - Nos amis Philippe Delorme et Luc de Goustine publient aux éditions Régner un « *Clovis (496-1996), enquête sur le 15^e centenaire* » qui paraîtra le 10 juin. On peut déjà nous le commander au prix de 110 F franco.

♦ ANNIVERSAIRE - Le prince Jean de France, duc de Vendôme a fêté ses 31 ans le 19 mai dernier. A cette occasion, le Comité directeur de la NAR a exprimé tous les vœux qu'il forme pour celui qui, après son grand-père et son père, portera les espérances des royalistes français.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, nouvellement élu par les adhérents, tiendra sa première réunion à Paris le dimanche 23 juin prochain. Au programme : définir les actions à mener à court et moyen terme.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Ils cassent tout !

On dit que ce gouvernement est conservateur, ce n'est même pas vrai. Obsédé par le déficit budgétaire, pétri d'idéologie libérale, encouragé par un patronat qui veut se partager les dépouilles, se croyant assuré de l'impunité, ce gouvernement privatise à tour de bras : Thomson, Renault, puis ce sera le tour d'Air France Europe, tandis qu'on se prépare à « déréglementer » France Télécom et, un jour ou l'autre, Électricité de France.

Alain Juppé est le premier responsable de cette braderie que le président de la République entérine, mais il ne faut pas non plus oublier ceux qui acceptent de faire le sale travail de destruction, à commencer par François Fillon et Franck Borotra, deux proches de Philippe Séguin. Lequel ne dit mot. C'est donc qu'il consent. Misère de « l'autre politique ».

Ce qu'ils sacrifient, Alain Juppé et les autres, c'est la priorité donnée à l'intérêt général sur les logiques économiques et financières, c'est la maîtrise et la mobilisation de la puissance industrielle et de la technique pour le service de l'ensemble de la nation. La privatisation systématique est d'abord le signe d'une abdication de la volonté politique. Nous en mesurerons bientôt les conséquences : perte d'indépendance pour la nation, réduction de ses capacités industrielles, appauvrissement.

Ce qu'ils veulent liquider, ces ministres plus ou moins intègres, c'est un patrimoine industriel et technique qui est commun à tous les Français. On l'oublie trop souvent : les services publics et

les entreprises nationales nous appartiennent, et chaque citoyen doit prendre conscience qu'on le dépouille d'un ensemble de propriétés collectives qui contribuent au prestige de la France dans le monde (Air France) et qui ont démontré leurs capacités dans l'innovation technique (France Télécom) et leurs performances industrielles et commerciales (Thomson).



Et ces petits bourgeois fascinés par le patronat de haut vol se moquent de tous ceux qui ont développé année après année ces services publics et ces entreprises nationales, dont ils sont fiers et qui les faisaient participer, au-delà de tous les intérêts corporatifs, à de grands projets nationaux. Mais nous vérifions chaque jour que le mépris des fonctionnaires, des employés, des ouvriers est une des rares constantes de la politique gouvernementale.

Car il ne faut pas se laisser impressionner. Les arguments invoqués pour expliquer cette braderie sont médiocres, ou inconsistants. L'Europe ? Le traité de Rome laisse les nations choisir le système de propriété qui leur convient, et Alain Juppé

avait promis en décembre dernier de défendre la conception française du service public - avant d'accepter sans combattre la notion libérale (et minimale) de « service universel ». L'efficacité du secteur privé ? France Télécom, EDF-GDF et La Poste démontrent, à l'encontre des thèses libérales, le dynamisme industriel et commercial de nos grands monopoles publics. Quant aux difficultés d'Air France, rien ne s'oppose à ce qu'elles soient résolues dans le cadre public. Et n'oublions pas de verser au dossier des dilapidations financières la longue liste des patrons mis en examen pour corruption et filouteries diverses, surtout au moment où les privatisations font l'objet d'obscurs marchandages : le libéralisme économique est étranger à la démocratie et à la simple honnêteté.

Alors il faut résister. Nous savons que les privatisations empêcheront l'État de mener une politique industrielle, en vue du bien commun. Nous savons qu'elles vont se traduire par des opérations de dépeçage, comme l'annonce déjà Lagardère, candidat à la privatisation de Thomson, en s'alliant avec le Coréen Daewoo. Nous savons que toute « déréglementation » ruine le principe d'égalité d'accès au service public et se traduit par la hausse des tarifs pour les particuliers. Et nous connaissons déjà les coûts sociaux du néo-libéralisme : toujours plus de chômage, toujours moins d'aménagement du territoire (Air France Europe commence à supprimer des lignes déficitaires), toujours plus de profits privés, toujours moins de relations sociales et de respect pour des travailleurs livrés aux mécanismes de l'exploitation, du recyclage et de l'éjection.

Pour la dignité humaine, dans l'intérêt de la nation, nous serons de tous les mouvements de défense du secteur public et nationalisé.

Bertrand RENOUVIN